

L'Etat détricoté

Michel Margairaz
et Danielle Tartakowsky

Editions du détour

Septembre 2018

224 pages, 19,50 €

Cette enquête méthodique et documentée a choisi un « angle » éclairant (l'indivisibilité des histoires économique, sociale et culturelle/« sociétale » au prisme du lien démocratique), servi par une précieuse « variabilité de focales » (le mondial, l'euro-péen, les spécificités nationales) et appliqué à une période assez longue (les soixante-quinze dernières années) pour permettre une mise en perspective féconde. L'un de ses intérêts est qu'il ne choisit pas entre les angles social et « sociétal ». En témoigne notamment l'analyse de Mai 1968 à la fois comme mouvement (étudiant) anti-autoritaire, porteur d'une individuation rétive au « collectif » et comme mouvement social ayant freiné, par les concessions arrachées au pouvoir, une « libéralisation » économique à l'œuvre depuis plusieurs années. Il a de même le mérite de prendre en compte la complexité de l'articulation entre crises mondiales et périodisation des évolutions françaises. Par exemple, l'abandon du système de Bretton Woods en 1971 a freiné, lui aussi, par les incertitudes qu'il a répandues, la dérégulation recherchée sous le septennat de Giscard... avant d'introduire au contraire de fortes contradictions dans le début du premier septennat de Mitterrand. Le « grand tournant » est dès lors clairement situé : choix (en 1983) de l'intégration européenne comme « horizon de substitution » au compromis social hérité de la Résistance (d'où la perte d'hégémonie culturelle de la gauche) ; libéralisation financière et boursière (1984-1988), sans rupture entre Bérégovoy et Balladur ; traité de Maastricht (1992) et nécessité de « qualifier la France pour la monnaie



unique ». Ainsi passe-t-on de « l'Etat qui réforme » à « la réforme de l'Etat », à la « nouvelle gestion publique » important les techniques du management privé. Ces processus qui ne sont pas propres à la France ont pu être freinés un temps par les alternances, mais jamais renversés. Ce qui s'est ainsi « détricoté » ce n'est pas tant l'Etat (vu la montée du « sécuritaire ») qu'une conception démocratique du politique et du social, même si des résistances et des bases de l'« Etat social » demeurent, en raison des acquis des compromis sociaux antérieurs. Comment alors réarticuler émancipation individuelle et mouvement social et politique, à des échelles territoriales multiples et interdépendantes ? Comment réveiller la dimension citoyenne du politique pour construire un nouveau compromis social ? En tout cas, cette lecture permet de penser plus clair à tous ceux qui ne se contentent pas de se proclamer « en marche »... sans bien savoir vers quoi.

J.-P. D.



Les Perturbateurs endocriniens en accusation

André Cicoella

Les Petits Matins, mai 2018

125 pages, 10 €

Les cancers dits « hormono-dépendants », résultant principalement d'une perturbation de l'activité hormonale, sont ceux qui ont le plus augmenté dans le monde depuis 1990 : doublement des cancers du sein, triplement pour prostate (quatre millions de cas et près d'un million de décès en 2015) ! La plus forte incidence et croissance mondiale concerne les Antilles françaises⁽¹⁾ : s'agissant des cancers de la prostate les taux ont été multipliés par quatre entre 1981 et 2005, avec une incidence de 227,2/100 000

hommes en Martinique en 2012... Le chimiste et toxicologue André Cicoella⁽²⁾ démontre, travaux scientifiques, déclarations OMS et graphiques à l'appui, que l'augmentation alarmante ne résulte pas pour l'essentiel du vieillissement, comme certains voudraient encore le faire croire. Il prolonge ses analyses des causes environnementales⁽³⁾, présente les perturbateurs endocriniens et leurs effets, également responsables de malformations génitales, de baisse de qualité du sperme (-30 % en France en seize ans)... Pour les Antilles est soulignée la corrélation avec le chlordécone⁽⁴⁾ et d'autres pesticides organochlorés utilisés abondamment depuis 1955. Il préconise notamment l'urgence d'une grande loi de santé environnementale pour faire reculer « l'épidémie » de maladies chroniques dans notre pays.

(1) S'agissant des cancers du sein, voir André Cicoella, *Cancers du sein. En finir avec l'épidémie*, Les Petits Matins, 2016.

(2) Egalement ancien conseiller scientifique à l'Ineris, enseignant à Sciences Po Paris, président fondateur du Réseau environnement santé (RES). A. Cicoella a notamment contribué à l'interdiction du bisphénol A dans les biberons, en France, en 2010.

(3) Voir sa communication « L'amont du soin, les déterminants environnementaux et la crise sanitaire », sur invitation de la LDH au colloque de 2016 à Nanterre (vidéo sur <https://webtv.u-paris10.fr/videos/nomade-v2-pour-une-sante-egalitaire-et-solidaire-matinee-ok/>), l'article H&L (www.ldh-france.org/hl-174-sante-environnementale-reponse-crise-sanitaire/), sa contribution à l'ouvrage collectif *Les Maladies chroniques*, Odile Jacob, 2017, sa vidéo en mai 2018 (www.youtube.com/watch?v=oeXe8vqMwPg)...

(4) Voir www.ldh-france.org/chlordecone-enguadeloupe-pollutioncontamination-globale-lenvironnement-population.

Philippe Laville,
membre du Comité central
et coresponsable du groupe
de travail LDH
« Santé, bioéthique »